



## LA UNE

### Noël sans gaspi

A l'occasion de Noël, il se vend plus de 61 millions de jouets chaque année, dans notre pays. Combien finissent dans les armoires ou à la poubelle ? Quarante millions de jouets sont jetés chaque année, selon [Planetoscope](#). Soit 1,27 par secondes ! Pas étonnant au vu du nombre de jouets vendus chaque année, [ne serait-ce qu'à Noël !](#) 7 jouets sur 10 ne sont plus utilisés 8 mois après l'achat, et finissent par dormir dans les armoires et sur les étagères de jouets. Avec 6 cadeaux par enfant, le marché des jouets pour enfants ne faiblit pas. Les grands-parents français réalisent près d'un tiers des achats de jouets pour Noël.



[Les jouets durables sont heureusement de plus en plus recherchés.](#) Les jeux traditionnels en bois et les jeux éducatifs se feront la part belle cette année sous le sapin, d'après les professionnels du jouet. C'est la grande tendance des jouets indémodables. Les parents s'orientent vers des cadeaux plus écologiques, des jouets solides et sains, permettant une grande liberté d'imagination.

On trouve aussi de plus en plus de structures d'économie sociale et solidaire proposant des jouets recyclés, d'occasion mais présentant un caractère neuf, tout en créant des emplois.

Une [étude américaine](#), qui vient d'être rendue publique, démontre qu'il est préférable de ne pas trop couvrir les enfants de cadeaux.

Noël 2017 sera donc raisonné et résolument éducatif !

### La prime de Noël, inchangée, sera versée la semaine du 18 décembre

La prime de Noël, d'un montant identique à celui des deux dernières années, sera versée la semaine précédant Noël à plus de 2,5 millions de Français. La prime sera attribuée à certains bénéficiaires du revenu de solidarité active (RSA), ainsi (qu'aux) bénéficiaires de l'allocation de solidarité spécifique (ASS) et de l'allocation équivalent retraite. Son montant sera de 152,45 euros pour une personne seule, 228,67 euros pour un foyer de deux personnes (couple sans enfant, adulte isolé avec un enfant) et 274,41 euros pour trois personnes (couple avec un enfant, adulte isolé avec deux enfants). A partir de quatre personnes, le montant de la prime est plus élevé pour un foyer monoparental (335,39 euros) que pour un couple (320,14 euros). La prime est complétée de 60,98 euros par enfant supplémentaire.

**Sapins, jouets, chocolats, foie gras... les fêtes de fin d'année sont propices à la consommation. Pour que cette période de réjouissances ne rime pas avec urgence : [suivez les recommandations de la DGCCRF !](#)**

## INITIATIVES

### Appel à projets (*Fondation du Crédit Coopératif*)

La Fondation Crédit Coopératif lance la 36<sup>e</sup> édition de son appel à initiatives en Economie Sociale et Solidaire. Cette action phare de la Fondation est un tremplin pour les porteurs de projets, leur permettant de bénéficier d'une aide financière, d'une plus grande visibilité, et de l'appui d'un réseau. Les initiatives présentées peuvent concerner des domaines très variés : insertion, handicap, éducation, culture, développement durable...Ce concours a pour objet de distinguer des initiatives ou actions exemplaires, novatrices au plan économique, technologique, social ou culturel, créées depuis au moins un an et portées par des acteurs de l'économie sociale et solidaire (associations, entreprises coopératives, mutuelles, fondations, etc.).

***Vous avez jusqu'au 21 janvier 2018 à minuit pour présenter votre projet.***

Les candidats concourent d'abord pour un prix local de 2 000 euros puis pour une distinction régionale de 2 000 euros supplémentaires. Ces sont les représentants des sociétaires du Crédit Coopératif de la région, acteurs de l'ESS du territoire, qui sélectionnent les projets. Enfin, les lauréats participent au niveau national pour des prix allant de 2 000 à 10 000 euros, désignés par un jury d'experts dans les domaines d'intervention de la Fondation.

[Consulter la brochure de présentation de l'appel](#)

[Présenter une initiative](#)

## HANDICAP

### Guide de l'habitat inclusif

La direction générale de la cohésion sociale, la direction de l'habitat, de l'urbanisme et des paysages et la CNSA (Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie) organisaient, le 30 novembre, la première journée nationale de l'habitat inclusif, en présence de Sophie Cluzel, la secrétaire d'Etat chargée des Personnes handicapées. Ce colloque a été l'occasion de présenter un "*Guide de l'habitat inclusif pour les personnes âgées et les personnes handicapées*".

En téléchargement : [Le Guide de l'habitat inclusif, sur le site de la CNSA.](#) ; [La présentation de la première journée sur l'habitat inclusif, sur le site de la CNSA](#)

### Journée internationale des personnes handicapées

Le Parlement Européen des Personnes Handicapées vise à favoriser le dialogue entre les représentants d'Organisations de Personnes Handicapées – qui représentent le mouvement européen pour les personnes en situation de handicap dans toute sa diversité –, les membres du Parlement Européen et les décideurs européens. Le 4<sup>ème</sup> Parlement s'est réuni le 6 décembre à Bruxelles, à l'occasion de la *Journée européenne des personnes handicapées* (3 décembre), et du 20<sup>ème</sup> anniversaire du [Forum Européen des Personnes Handicapées](#) (FEPH).



Ce dernier a été créé en 1997 pour rassembler les représentants d'organisations

de personnes handicapées de toute l'Europe, et devenir une voix forte et unie pour les 80 millions d'Européens en situation de handicap. Le FEPH fait en sorte que les décisions qui concernent les personnes en situation de handicap soient prises avec les personnes en situation de handicap, par leur engagement actif dans les politiques et la prise de décision. C'est la base de son slogan "*Nothing about us without us*" ("rien de ce qui nous concerne ne se fera sans nous").

## Groupes d'entraide mutuelle

[Une récente étude menée par l'ANCREAI](#) (Fédération des Centres Régionaux d'Études, d'Actions et d'Informations en faveur des personnes en situation de vulnérabilité) montre l'effet bénéfique des Groupes d'entraide mutuelle (GEM) sur les personnes en situation de handicap psychique et victimes de traumatismes crâniens et cérébrolésés.

Créés par la loi du 11 février 2005, les GEM sont définis par le Code d'action sociale et des familles (CASF) comme « *des structures de prévention et de compensation de la restriction de la participation à la vie en société* ». Ils viennent en complémentarité de l'offre de soin et d'un accompagnement social proposé par les institutions, avec deux objectifs : rompre l'isolement et tisser du lien social.

## AIDANTS FAMILIAUX

### Don de jours de repos

Le 7 décembre, l'Assemblée nationale a adopté en première lecture, à l'unanimité, la proposition de loi "créant un dispositif de don de jours de repos non pris au bénéfice des proches aidants de personnes en perte d'autonomie ou présentant un handicap". Ce texte a été déposé, il y a un peu plus de deux mois, par Paul Christophe, député du Nord, et plusieurs de ses collègues du groupe UDI, Agir et Indépendants. L'objectif est d'étendre au bénéfice des aidants familiaux un dispositif de dons de jour qui existe déjà au profit des parents d'un enfant malade, à la fois pour les salariés du secteur privé (loi n°2014-459 du 9 mai 2014) et pour ceux du secteur public (deux décrets du 28 mai 2015). En lien : [Le texte de la proposition de loi dans la version adoptée par l'Assemblée en première lecture le 7 décembre 2017.](#) ; [La discussion de la proposition de loi lors de la première séance du 7 décembre 2017.](#)

### Baluchonnage

Agnès Buzyn a confirmé que *le projet de loi sur le droit à l'erreur* comportera une disposition autorisant l'expérimentation sur trois ans d'un dispositif de répit permettant à l'aidant familial de s'absenter, avec prise en charge de la personne dépendante 24 heures sur 24 à son domicile. C'est ce que les Canadiens appellent le *baluchonnage* - qui pourrait être rebaptisé, de façon moins imagée, "relayage" en France -. En pratique, le projet de loi permettra "de recourir à un salarié volontaire pour assurer des prestations de suppléance de l'aidant à domicile, sur une période de plusieurs jours consécutifs".

Lien : [La vidéo de la réunion de la commission des affaires sociales du 5 décembre 2017.](#)

## SECURITE SOCIALE

### Projet de loi de financement

Le Parlement a adopté le 4 décembre le [projet de loi de financement de la Sécurité sociale](#) (PLFSS) pour 2018. L'une des mesures phares de ce texte fait basculer une partie du financement de la protection sociale des cotisations salariales vers la contribution sociale généralisée (CSG), dont le taux va augmenter de 1,7 point. Le PLFSS prévoit une transformation du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) en baisse pérenne des charges patronales sur les bas salaires à partir de 2019.

Plusieurs mesures du PLFSS concernent les parents : baisse de l'allocation de base de la Paje (prestation d'accueil du jeune enfant), pour les enfants nés ou adoptés après mars 2018, resserrement des conditions de ressources permettant de toucher la prime à la naissance et la prime à l'adoption, hausse de l'aide à la garde d'enfants (le complément libre choix du mode de garde, CMG) pour certaines familles monoparentales.

La fin du régime social des indépendants (RSI) et son adossement au régime général figure également dans ce texte. Un recours sur trois articles a été porté auprès du Conseil Constitutionnel.

## Sécurité Sociale des étudiants

L'Assemblée nationale a par ailleurs voté, en première lecture du projet de loi sur "l'orientation et la réussite des étudiants", la suppression du régime de sécurité sociale spécifique des étudiants et leur rattachement progressif au régime général à partir de la rentrée 2018.

## SANTE



### Obligation vaccinale

Retrouvez [ici, en pages 8 à 11 de la Lettre de l'Udaf Bas-Rhin](#), le dossier spécial sur les nouvelles obligations vaccinales au 1<sup>er</sup> janvier 2018.

### Accès aux soins

En France, l'accès aux soins est normalement un droit [garanti en préambule de la Constitution](#). Mais d'après une étude menée en 2016 dans 18 départements, [26 % des assurés interrogés renoncent à ce droit](#). Les conséquences sont multiples : impact sur la santé physique et mentale, isolement ou encore dépenses de santé supplémentaires à long terme.

Pour faire reculer le phénomène, l'Assurance maladie va généraliser un dispositif spécial - baptisé [Pfidass](#) - pour faciliter l'accès aux soins. Les premières *Plateformes d'intervention pour l'accès aux soins et la santé* ont été expérimentées depuis 2013 dans une vingtaine de départements (CPAM), dont la Moselle et la Meurthe-et-Moselle, et le dispositif a été étendu depuis avril 2017 dans 22 autres, dont le Haut-Rhin, l'Aube et les Ardennes, avant d'être généralisé mi-2018.

Lire [l'article de l'Alsace du 5 décembre 2017](#), concernant l'expérience du Haut-Rhin.

### Les médicaments sans ordonnance de plus en plus chers

Le prix des médicaments vendus sans ordonnance s'envole, selon le baromètre annuel de [l'Observatoire Familles rurales](#) publié dans Le Parisien. L'Observatoire a effectué des relevés en octobre, dans 40 magasins et sur 43 sites internet, sur les 11 produits les plus consommés. Et il conclut que les prix ont progressé de 4,3 % en moyenne sur un an, alors que l'inflation n'était dans le même temps que de 1,1 %. L'étude note qu'Internet n'est pas toujours le meilleur choix : "En moyenne, tous les produits comparés y sont moins chers. Cependant, insiste l'Observatoire Familles rurales, avec des frais de port de 5,92 euros en moyenne par commande, l'achat en ligne est moins intéressant". En conclusion : comparez bien les prix !

## CLIMAT



### Sommet du 12 décembre

Le *One Planet Summit* est une réunion d'une journée de chefs d'État, de responsables de grandes entreprises, d'institutions financières et de personnalités engagées dans les actions pour le climat. Celle-ci a eu lieu à Boulogne-Billancourt, près de Paris, le 12 décembre 2017. Les décisions prises et les promesses faites concernent les investissements financiers et les garanties financières offertes par les banques et les assurances. La Banque mondiale s'est engagée à ne plus se porter garante pour des projets d'exploitation d'énergies fossiles.

[Voir article \(Nocethic\)](#) sur les engagements pris lors de ce Sommet.

## TERRITOIRES

### Conférence des territoires

La deuxième [conférence des territoires](#) du quinquennat se tient à Cahors (Lot) du 14 au 16 décembre 2017. Au cœur de cette nouvelle édition, le pacte budgétaire que l'Etat souhaite signer avec les grandes collectivités afin de définir les engagements réciproques et limiter la hausse des dépenses, une initiative perçue par certains élus comme une mise sous tutelle. Appelée à se réunir tous les six mois, la conférence des territoires associe membres du gouvernement, représentants des collectivités territoriales, du Parlement et des organismes de concertation territoriale existants. Fin novembre, devant le congrès des maires, Emmanuel Macron avait reconnu que l'Etat n'avait "pas été à la hauteur" et que certaines mesures n'avaient pas été "dûment concertées" avec les territoires comme il s'y était engagé.

Dans le cadre de cette conférence, le gouvernement devrait présenter son plan de revitalisation de villes moyennes et des petites villes et aborder les sujets d'attractivité, de commercialité, de mobilité, de transport.

### Rapport de la Cour des Comptes

Dans un rapport remis le 11 décembre 2017, la Cour des comptes appelle à de profondes réformes de l'Etat déconcentré. Dénonçant des "doublons" coûteux, l'institution présidée par Didier Migaud considère que l'Etat n'a pas tiré toutes les conséquences de la décentralisation. Elle pointe aussi du doigt une organisation largement perfectible.

Elle avance 49 recommandations regroupées sous quatre "orientations". L'Etat "persiste à vouloir conserver une présence et un rôle" pour les compétences qui ont été décentralisées, déplore la Cour. Elle plaide en faveur d'un "recentrage" de l'Etat sur ses missions prioritaires. Ainsi l'Etat devrait, selon elle, réduire plus drastiquement son rôle dans les politiques territoriales du sport, de la jeunesse et de la vie associative, ou encore du secteur social. Pour en savoir plus : [Accéder au rapport](#)

### Dépenses sociales des départements : les voies de la réforme

Une [note de Terra Nova](#) explore différentes pistes de réforme pour trouver une solution pérenne et remédier aux difficultés financières auxquelles se trouvent confrontés de nombreux départements du fait de l'augmentation de la part des dépenses sociales. En premier lieu, le transfert à l'État de la charge financière de l'allocation du RSA ainsi que celle liée aux mineurs non accompagnés. En second lieu, la mise en place d'un mécanisme efficient de compensation financière au terme duquel l'État assumerait une partie des restes à charge liés aux allocations individuelles de solidarité. En troisième lieu, le renforcement des dispositifs de péréquation horizontale entre les départements. Et en dernier lieu, le renforcement de l'autonomie financière des départements via notamment un transfert à leur profit d'une fraction de CSG.

## LOGEMENT

### A propos des APL

Une autre [note de Terra Nova \(14 décembre 2017\)](#) qui remet en cause certaines idées reçues. Les aides personnelles au logement (APL) sont accusées d'avoir eu un effet inflationniste sur les loyers: elles auraient été captées en large partie par les bailleurs qui, face à une demande croissante et dopée par ces allocations, en auraient profité pour augmenter les loyers. En somme, faute d'une offre suffisante de logements, l'ajustement du marché se serait fait par les prix. Soutenue par plusieurs auteurs depuis une quinzaine d'années, cette théorie présente pourtant de lourdes fragilités. La note passe en revue les différents arguments et études qui peuvent lui être opposés. Il en ressort un paysage d'ensemble où les APL n'ont probablement pas joué le rôle qu'on leur prête souvent.



## L'habitat social en chiffres

Au 1er janvier 2017, les bailleurs sociaux frisent les cinq millions de logements. Un tiers sont situés dans un quartier prioritaire de la politique de la ville (QPV), 46% sont gérés par des OPH et 44% par des ESH, 142.200 sont vacants et 95.700 sont vides parce qu'en attente de travaux ou de démolition. Ce sont quelques-uns des chiffres que l'on pourra retrouver dans l'étude "*Le parc locatif social au 1er janvier 2017*" publiée par le Commissariat général au développement durable (CGDD), dans sa lettre DataLab. Téléchargement en lien : [L'étude du CGDD sur le parc locatif social au 1er janvier 2017](#).

## Chèque énergie : le bilan d'une expérimentation

Le ministère de la Transition écologique et solidaire vient de publier son [rapport d'évaluation du chèque énergie](#), créé par la loi du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour remplacer les tarifs sociaux de l'électricité et du gaz. La loi ayant prévu une mise en œuvre progressive du dispositif, le rapport, qui devait être remis au Parlement avant la généralisation prévue en 2018, tire le bilan de l'expérimentation menée depuis 2016 dans quatre départements (Ardèche, Aveyron, Côtes-d'Armor et Pas-de-Calais). Téléchargement en lien : [Evaluation du dispositif du chèque énergie : constats et enjeux identifiés par les CCAS dans l'expérimentation de ce nouveau droit \(août 2017\)](#)

## Taxe d'habitation

Les contribuables peuvent d'ores et déjà évaluer, via un simulateur en ligne, le montant de leur taxe d'habitation pour 2018. Pour effectuer cette simulation, ils doivent se munir du montant de leur taxe d'habitation 2017, de leur revenu fiscal de référence ainsi que du nombre de parts qui compose leur foyer fiscal. Le [simulateur](#) est mis en ligne sur [impots.gouv.fr](http://impots.gouv.fr).

## LUTTE CONTRE L'EXCLUSION

### Les inégalités augmentent.

Le [rapport publié le 14 décembre](#) par la *World Wealth and Income Database (WID)* montre que les inégalités de revenu et de patrimoine ont augmenté dans presque tous les pays depuis quarante ans. Y compris en [France](#), en dépit de « *la légende tenace* » qui voudrait qu'elle soit « *un pays profondément égalitaire* », pour reprendre la formule de l'économiste Thomas Piketty, cocréateur du WID.

### Un "plan d'inclusion" pour les exclus du numérique

Un quart des adultes en France (13 millions de personnes) n'utilisent pas ou peu internet et se sentent en difficulté avec ses usages. La moitié d'entre eux ne se connecte jamais - une partie ayant renoncé -, et l'autre moitié se sent mal à l'aise face à un écran. Le secrétaire d'Etat au Numérique, Mounir Mahjoubi, lance une [grande concertation publique](#) (ouverte jusqu'au 16 février 2018) devant déboucher à la rentrée (2018) sur un plan directement prêt à être déployé dans tous les départements.

## Violences intrafamiliales

L'UDAF des Ardennes organise, en lien avec la Ville de Rethel et les services de l'Etat, une journée sur la prévention et la lutte contre les violences intrafamiliales le mardi 16 janvier 2018.

<https://www.udaf08.com/wp-content/uploads/2017/12/pr-programme-2018-3pge.pdf>

## EGALITE FEMMES-HOMMES

[Le Laboratoire de l'Egalité](#) lance un appel pour que l'article 1er de la Constitution soit réécrit afin de "garantir" l'égalité entre les femmes et les hommes, à l'occasion d'une future révision constitutionnelle, a-t-on appris jeudi. Cet appel, dit "du 18 décembre" sera appuyé par une pétition sur [change.org](#) et une campagne sur les réseaux sociaux avec le hashtag #article1er, lancées à l'occasion du premier "Parlement du féminin" à l'Opéra-Comique à Paris.

## EDUCATION



### La laïcité à l'école

Le Ministère de l'Education Nationale se dote d'un "[conseil des sages de la laïcité](#)", avec à sa tête la sociologue Dominique Schnapper, qui sera composé "d'experts issus de tous les horizons". Son rôle sera de "préciser la position de l'institution scolaire en matière de laïcité et de fait religieux" et d'apporter un soutien opérationnel aux équipes académiques éponymes : "prévenir et réagir" seront leurs leitmotivs.

### L'inquiétude des familles

La région Grand Est souhaite harmoniser les tarifs de cantine pour tous les lycéens d'ici à 2020. Hausse programmée des tarifs, baisses de dotations, reprise par la Région des fonds de réserve des lycées, problèmes de mise en œuvre du numérique, remise en question des voyages scolaires..... les parents d'élèves (FCPE) disent leur mécontentement et lancent une pétition. [Lire l'article](#).

### Cantines : On ne peut pas supprimer le menu de substitution par idéologie

[La lettre de la Direction des affaires juridiques du ministère](#) rend compte d'un arrêt du tribunal administratif de Dijon qui casse une décision de suppression du menu de substitution au motif qu'il n'est décidé que pour des raisons idéologiques. " Une attention primordiale à l'intérêt supérieur de l'enfant doit être accordée par l'auteur de la décision qui met fin à la pratique en vigueur du menu de substitution, dans la mesure où cette décision affecte de manière suffisamment directe et certaine la situation des enfants fréquentant la cantine scolaire."

### Rythmes de l'enfant

L'UNAF a participé au colloque de l'[Observatoire des rythmes et temps de vie de l'enfant](#) et du jeune (ORTEJ) qui regroupe 22 associations, dont l'UNAF, des syndicats, des mouvements de jeunesse, tous intéressés aux rythmes scolaires. L'UNAF se positionne en faveur de la semaine de 4,5 jours, sur 5 matinées car cette mesure est favorable aux apprentissages et au rythme des enfants. Il ne faut cependant pas négliger les difficultés d'organisation des familles, notamment le mercredi matin. Par ailleurs, l'UNAF regrette que le programme soit chargé sur 144 jours d'école (contre 189 en moyenne dans les pays de l'OCDE) ce qui n'est pas favorable aux apprentissages.

### Drogue et alcool à l'école : que peuvent et doivent faire les personnels ?

L'alcool et la drogue sont encore des problèmes dans les établissements scolaires et les personnels se sentent démunis. Aucun texte législatif ou réglementaire n'autorise un dépistage, individuel ou collectif par le personnel de l'Education nationale. Cependant, il lui appartient de prendre des mesures nécessaires afin d'assurer une prise en charge médicale adéquate de l'élève. Le signalement est recommandé.

## EMPLOI



### Nomination d'un délégué aux restructurations d'entreprises

Jean-Pierre Floris a été nommé délégué interministériel aux restructurations d'entreprises. Il pilotera le réseau régional des commissaires au redressement productif et sera chargé de "faire des propositions pour optimiser l'accompagnement dans les territoires".

### 566.000 jeunes suivis par les missions locales sont entrés en emploi en 2016

566.000 jeunes suivis par les missions locales ont trouvé un emploi en 2016, d'après les [chiffres clés](#) publiés par le délégué ministériel aux missions locales et son équipe le 30 novembre 2017. Les 442 missions locales et 6.924 lieux d'accueil ont été en contact avec 1,37 million de jeunes en 2016 et avec 175.000 entreprises. Le détail est présenté région par région.

### Plan 500.000 formations supplémentaires : le taux d'accès à l'emploi n'a pas augmenté

Le taux d'accès à l'emploi "n'a pas augmenté" avec le plan de 500.000 formations supplémentaires pour les chômeurs, lancé l'an dernier sous le quinquennat Hollande. Ce plan d'un milliard d'euros, annoncé par François Hollande le 31 décembre 2015, devait permettre à un million de personnes en recherche d'emploi d'accéder à la formation en 2016, soit 500.000 de plus que l'année précédente. Selon le rapport d'évaluation technique, piloté par le service études et statistiques du ministère du Travail, "le taux d'accès à l'emploi à l'issue d'une formation n'a pas augmenté" en 2016. En ce qui concerne l'accès à l'emploi durable, il a même diminué. [Lire l'article](#).

## CONSOMMATION

### Nutrition : des experts préconisent des mesures plus concrètes

Un groupe d'experts sollicité par le ministère de la Santé a publié un rapport dans lequel il propose des mesures concrètes visant à faciliter les choix vertueux du consommateur. Le Programme national nutrition santé (PNNS), à l'origine de célèbres slogans tels que « manger 5 fruits et légumes par jour » ou encore « manger bouger » fête déjà ses 16 ans. Mais cette politique nutritionnelle centrée sur la pédagogie et la bonne volonté des industriels ne satisfait plus ces experts qui estiment que le gouvernement doit maintenant être plus interventionniste. Lien : [le site Manger Bouger](#).

## DEVELOPPEMENT DURABLE

### Consommer responsable

Les Colibris lancent une carte web pour localiser les bons plans écologique et solidaire, le mouvement Colibris vient de lancer [Presdecheznous.fr](#). Une carte collaborative pour consommer responsable près de chez soi. Produits bio, équitables et locaux, services écologiques, circuits courts, éco-artisans, mode éthique, écoles alternatives...

*Découvrez 11 000 bons plans sur le site !*

Tout cela est fait en mode collaboratif...C'est ainsi que chacun est libre de contribuer à cette carte. Les Colibris sont également ouverts à des partenariats pour mettre en commun les bases de données.

*Nous vous souhaitons de belles fêtes de fin d'année !*